

François de Menthon, le grand oublié de la Résistance

Jean-René Bachelet | Général d'armée (2S). Ancien inspecteur général des armées. Ancien président de l'Association des Glières.

Le 25 novembre 1940, est publié en Haute-Savoie l'un des tout premiers journaux clandestins de ce que l'on n'appelle pas encore « la Résistance ». Dans l'éditorial du n° 1 de ce journal intitulé *Liberté*, diffusé sous le manteau, on peut lire, comme en écho à l'appel du général de Gaulle, quelques mois auparavant : « Rien n'est perdu ; la guerre peut encore être gagnée. Nous refusons de nous avouer vaincus. » Comme en écho aussi à l'allocution radiophonique concomitante du maréchal Pétain, déclarant faire « don de sa personne à la France », l'auteur écrit par ailleurs : « Nous ne sommes au service de personne ; faisant le sacrifice de notre vie aujourd'hui, comme hier au combat, nous continuons simplement à nous battre pour la France. »

À plus de cinq ans de là, après qu'ait été anéantie l'hydre nazie, est venu le temps, à Nuremberg, pour la première fois dans l'histoire, de juger les responsables politiques et militaires d'une régression de civilisation sans précédent. Devant le Tribunal international institué pour cela, le 17 janvier 1946, le représentant de la France, qui a retrouvé sa place au rang des puissances du monde libre, énonce alors la définition d'un concept nouveau, celui de « crime contre l'humanité » : « crime contre le statut d'être humain motivé par une idéologie qui est un crime contre l'esprit visant à rejeter l'humanité dans la barbarie ».

Il est ainsi revenu au même homme, à la fois de manifester d'emblée, en 1940, dans une France écrasée sous le poids de la défaite, une résolution et une confiance sans faille quant à la victoire sur la barbarie et, une fois celle-ci terrassée, d'en tirer les leçons. Car le créateur du journal *Liberté* et le procureur français à Nuremberg sont bien un seul et même homme : François de Menthon. Or, qui, aujourd'hui, connaît ce nom ?

À l'occasion de l'édition 2018 du Tour de France, dont le tracé effectuait pour la première fois la traversée du plateau des Glières, le commentateur n'a pas manqué, lors de cette étape, de s'attarder sur le site, à vrai dire somptueux, de Menthon-Saint-Bernard. Son château de contes de fée dans un écrin de montagnes crénelées dominant les eaux limpides du lac d'Annecy, ne pouvait en effet pas passer inaperçu. Du même coup fut citée la famille des comtes de Menthon qui occupe ces lieux depuis un millénaire. On évoqua Saint-Bernard de Menthon, ou encore « des Alpes », dont le personnage doit plus à la légende qu'à l'histoire. Mais, du représentant de la lignée dans les années 1940, rien ne fut dit, sinon, au passage

devant la Nécropole des Glières, dans la gorge de Morette, qu'un certain François de Menthon accompagnait le général de Gaulle lorsque celui-ci était venu là se recueillir lors de sa visite en Haute-Savoie en novembre 1944. Qui était-il ? Pourquoi était-il là ? Le téléspectateur n'en a rien su. Oui, François de Menthon, à trois quarts de siècle des événements, reste le grand inconnu de la Résistance. Et pourtant, il en est l'un des acteurs majeurs, en tout premier lieu en Haute-Savoie, mais aussi au niveau national.

Né en 1900, il est à la déclaration de guerre en 1939 professeur de droit à l'université de Nancy. Mais surtout, il est l'un des dirigeants nationaux des mouvements de Jeunesses chrétiennes dont on mesure mal aujourd'hui l'ampleur qu'ils revêtaient alors. Il avait été l'un des fondateurs de la branche ouvrière, la JOC. Il était le président départemental du mouvement, dont les branches agricoles (JAC) et ouvrières étaient très développées en Haute-Savoie. Engagé en 1939 comme volontaire malgré sa famille nombreuse, blessé sur la ligne Maginot, fait prisonnier, le capitaine François de Menthon s'évade de l'hôpital de Saint-Dié pour rejoindre Menthon-Saint-Bernard le 20 septembre 1940. D'emblée, il prend ses distances avec Vichy, convaincu qu'il est que la demande d'armistice a été une erreur et une faute. Dès novembre 1940, il crée, rédige et diffuse le journal clandestin *Liberté*, précédemment cité, pour éclairer ses concitoyens soumis à la seule propagande vichyssoise.

Dans une Haute-Savoie alors essentiellement rurale où l'emprise de l'église catholique est considérable, la « Révolution nationale » du régime de Vichy, son appel au retour à la terre « qui ne ment pas » ou encore à une France « fille aînée de l'Église » aurait dû trouver une terre d'élection. Or, ce département sera le département Résistant par excellence. L'engagement de François de Menthon a joué pour cela un rôle essentiel. Son prestige personnel, fondé à la fois sur l'estime dans laquelle est tenue la famille des comtes de Menthon et sur son aura de dirigeant des Jeunesses chrétiennes, aura en effet valeur de catalyseur.

Quand viendra l'heure du Service du travail obligatoire (STO) en février 1943, les jeunes qui y sont assujettis rejoignent massivement les hautes vallées où se constituent ce qu'on appelle alors les maquis, soit que, membres des puissants mouvements des Jeunesses catholiques, ils répondent à l'injonction de l'abbé Camille Folliet, leur aumônier, pour qui « partir c'est trahir », soit qu'ils parviennent là par les filières de l'action catholique organisées depuis Lyon et les grandes villes de la région. Ainsi, les maquis de l'Armée secrète seront-ils constitués pour l'essentiel à partir de ces membres des Jeunesses chrétiennes, encadrés à la fois par leurs dirigeants ⁽¹⁾ et par les officiers et sous-officiers du 27^e Bataillon de chasseurs alpins ⁽²⁾, dissout en

(1) Alphonse Métral, responsable des JOC à vingt ans pour l'ensemble des départements des Alpes du Nord et créateur de l'un de ces premiers maquis deviendra l'un des personnages emblématiques du maquis des Glières.

(2) Son chef de corps, le chef de bataillon Jean Vallette d'Osia, prend la tête de l'Armée secrète. Avant son arrestation en septembre 1943, il trouve souvent refuge au château de Menthon ; il est vrai qu'il avait été condisciple de collège de François de Menthon.

novembre 1942 après l'invasion de la zone Sud. L'esprit qui s'y développe trouvera son point d'orgue en février-mars 1944 sur le plateau des Glières : fait d'une générosité sans pareille au service de la France, il réunit des hommes de toutes origines, au-delà de tous clivages sociologiques, idéologiques ou religieux, dans une commune passion de la liberté et des valeurs humanistes à relever face à la France dévoyée de Vichy. François de Menthon n'en est ni un acteur, ni un témoin direct, ayant dû gagner Alger en 1943 pour échapper à l'arrestation. Mais, à coup sûr, il en avait, dès l'automne 1940, ensemencé le terreau. La dimension nationale de l'œuvre de l'homme n'est pas moindre.

Le mouvement qui s'était esquissé autour du journal *Liberté*, sous le même nom, avait, dès 1941, fusionné avec celui d'Henri Frénay pour constituer le mouvement « Combat ». Lorsqu'en janvier 1942 Jean Moulin est parachuté pour accomplir en France occupée la mission d'unification des forces de la Résistance que lui a donnée le général de Gaulle, il séjourne à Menthon-Saint-Bernard et c'est à François de Menthon qu'il confie la responsabilité du Comité des experts, devenu Comité général d'études, qui va préparer le programme politique de l'après-guerre et inspirera le Conseil national de la Résistance (CNR) ⁽³⁾.

À son arrivée à Alger en 1943, il est nommé Commissaire à la Justice dans le Comité de libération nationale et deviendra garde des Sceaux dans le Gouvernement provisoire. À ce titre, il lui revient, à la Libération, de conduire la politique d'épuration, ce qui lui vaudra beaucoup d'ennemis, selon que l'on ait jugé celle-ci trop rigoureuse ou *a contrario* trop clémente. Il sera, comme rappelé précédemment, procureur pour la France au procès de Nuremberg où on lui doit largement la définition de la notion de « crime contre l'humanité ».

Le 16 octobre 1945, il avait été fait compagnon de la Libération.

Après 1945, il est député et ministre. Il occupe de hautes fonctions européennes de 1951 à 1953, tout en restant un membre très influent du MRP (Mouvement républicain populaire), parti emblématique de la démocratie chrétienne dont il avait été l'un des fondateurs. En 1958, il laisse son siège de député à Charles Bosson, élu maire d'Annecy en 1954. Il quitte alors la scène politique nationale pour se consacrer à la mairie de Menthon-Saint-Bernard dont il aura été maire trente-trois ans, de 1944 à 1977 tout en occupant les fonctions de président des maires de Haute-Savoie de 1954 à 1977.

Décédé en juin 1984 dans un quasi-anonymat, il repose au cimetière de Menthon-Saint-Bernard. Est-ce ce dernier quart de siècle de repli dans sa terre natale joint à l'extrême humilité d'un homme étranger à toute idée de publicité personnelle qui peut expliquer que le nom de François de Menthon soit méconnu

(3) Aujourd'hui il est de bon ton d'attribuer la paternité du « programme du CNR » à l'aile la plus gauchisante de la Résistance, les uns pour s'en prévaloir, les autres pour le discréditer. Que par le truchement de François de Menthon, l'inspiration du programme du CNR puisse trouver sa source chez le pape Léon XIII paraîtra aux uns comme aux autres une incongruité...

de la plupart quand on évoque les grands acteurs de la Résistance ? Voilà qui a sans aucun doute contribué à cette situation. Mais il ne faut pas sous-estimer un double ostracisme. Le premier a été le fait du Parti communiste.

Dans l'après-guerre, quand se fige un monde bipolaire de part et d'autre du « Rideau de Fer », le Parti communiste, dont on imagine mal aujourd'hui la puissance qu'il représentait alors, s'inscrit de même dans une bipolarité politique radicale. Les « ennemis de classe » sont bien sûr voués à sa vindicte ; mais plus encore peut-être, ceux qui, tels François de Menthon, refusent une telle bipolarité. À cet égard, tout doit être fait pour faire oublier son rôle dans la Résistance et, avec lui, celui de nombre de catholiques.

Ainsi, très tôt, dès la période de l'épuration, on ira jusqu'à marquer d'une croix gammée une affiche à l'effigie d'un François de Menthon jugé trop indulgent dans sa conduite de cette épuration en tant que garde des Sceaux. Il est vrai par ailleurs que le cas de la famille de Menthon pouvait faire désordre dans un paysage de « lutte des classes » : voilà une famille qui accueille dès 1939 une famille de réfugiés espagnols – alors réputés « Rouges » – et va les héberger, les employer et les suivre sur plus de deux générations. Et que dire de la contribution de François de Menthon à l'élaboration de ce qui allait devenir le programme du CNR ! Mais il est un second ostracisme, et c'est le coup de grâce, car il vient de ceux qui se réclament du gaullisme. Profondément démocrate, le « catholique fervent qui a toujours cru à la République », tel que son fils Olivier qualifiait François de Menthon, allait par deux fois s'opposer au général de Gaulle pour lequel il nourrissait toute-fois une profonde admiration.

En 1946, avec le MRP, il est dans le camp de ceux qui optent pour un régime résolument parlementaire, dont le choix pousse le général de Gaulle à la démission. En 1958, les conditions du retour au pouvoir du même général de Gaulle ne recueillent pas son adhésion et il vote contre les pleins pouvoirs qui lui sont accordés tout comme il votera contre la constitution de la V^e République. Conséquent avec lui-même, il se retire alors de la vie publique nationale. François de Menthon n'est pas alors l'objet d'attaques d'une violence équivalente à celle qui avait été orchestrée par le PC ; on se contente de ne plus écrire ni prononcer son nom... Ainsi disparut François de Menthon de l'histoire de la Résistance.

Qui ne voit que l'heure est venue de lui rendre sa place ? Non pas seulement dans un souci de vérité et de justice, mais plus encore pour tirer parti d'une exemplarité plus que jamais actuelle. En effet, à trois quarts de siècle des années noires de l'Occupation et des errements funestes de l'État Français, la France, aujourd'hui, doute d'elle-même. Le doute est si profond que ressurgissent les thèmes de la Révolution nationale, sans inhibition aucune. Oui, vraiment, pour y voir clair, la pensée de François de Menthon, son humanisme, sa vision de la France, son ambition européenne, sa conception de l'action politique, sont lumières pour notre temps. ♦